

SOCIETE DE SAINT VINCENT DE PAUL

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

Reconnue d'utilité publique

120 AVENUE DU GENERAL LECLERC

75014 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

SOCIETE DE SAINT VINCENT DE PAUL

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

Reconnue d'utilité publique

120 AVENUE DU GENERAL LECLERC

75014 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'assemblée générale de l'association SOCIETE DE SAINT VINCENT DE PAUL

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SOCIETE DE SAINT VINCENT DE PAUL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés l'Assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 14 juin 2023

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Jean-Claude MARTY

Bilan actif

| | Brut | Amortissements Dépréciations | Net au 31/12/22 | Net au 31/12/21 |
|--|-------------------|---------------------------------|--------------------|-------------------|
| ACTIF | | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Concessions, brevets et droits assimilés | 12 875 | | 12 875 | 12 875 |
| Autres immobilisations incorporelles | 383 565 | 331 810 | 51 755 | 101 164 |
| Immobilisations incorporelles en cours | 21 901 | | 21 901 | 12 109 |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | 1 014 301 | | 1 014 301 | 1 014 301 |
| Constructions | 15 775 272 | 2 284 505 | 13 490 766 | 13 898 764 |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 1 745 | 428 | 1 317 | 1 492 |
| Autres immobilisations corporelles | 1 035 430 | 483 405 | 552 025 | 644 916 |
| Immobilisations corporelles en cours | 90 168 | | 90 168 | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 486 974 | | 486 974 | 1 073 890 |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations et créances rattachées | 241 750 | | 241 750 | 241 750 |
| Autres titres immobilisés | 3 024 633 | | 3 024 633 | 2 023 813 |
| Prêts | 550 455 | 86 671 | 463 784 | 504 295 |
| Autres immobilisations financières | 24 560 | | 24 560 | 24 560 |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE | 22 663 629 | 3 186 819 | 19 476 809 | 19 553 928 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Marchandises | 36 514 | 16 404 | 20 110 | 24 300 |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | |
| Créances | | | | |
| Créances clients usagers et comptes rattachés | 184 675 | | 184 675 | 560 949 |
| Créances reçues par legs ou donations | 762 775 | | 762 775 | 4 079 613 |
| Autres créances | 269 274 | | 269 274 | 762 000 |
| Valeurs mobilières de placement | 4 855 524 | 51 668 | 4 803 856 | 631 524 |
| Instruments de trésorerie | | | | |
| Disponibilités | 14 254 350 | | 14 254 350 | 13 958 510 |
| Charges constatées d'avance | 98 871 | | 98 871 | 47 197 |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT | 20 461 983 | 68 072 | 20 393 912 | 20 064 093 |
| Frais d'émission des emprunts | | | | |
| Prime de remboursement des emprunts | | | | |
| Ecarts de conversion - Actif | | | | |
| TOTAL ACTIF | 43 125 612 | 3 254 891 | 39 870 721 | 39 618 021 |

Bilan passif

| | Net au 31/12/22 | Net au 31/12/21 |
|---|-------------------|-------------------|
| PASSIF | | |
| FONDS PROPRES | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | 3 087 093 | 3 087 093 |
| Fonds propres complémentaires | 10 454 486 | 10 454 486 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | 2 187 751 | 2 187 751 |
| Autres fonds associatifs | | |
| Ecarts de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves pour projet de l'entité | 4 317 502 | 3 927 913 |
| Autres | 3 411 730 | 3 411 730 |
| Report à nouveau | 4 928 768 | 2 913 501 |
| EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE | -742 455 | 2 404 857 |
| SITUATION NETTE (SOUS TOTAL) | 27 644 875 | 28 387 329 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | | |
| Provisions réglementées | 19 539 | |
| TOTAL FONDS PROPRES | 27 664 414 | 28 387 329 |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | 1 122 311 | 4 730 936 |
| Fonds dédiés | 5 454 895 | 934 442 |
| TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES | 6 577 206 | 5 665 377 |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | 217 000 | 257 332 |
| Provisions pour charges | 70 687 | 139 304 |
| TOTAL PROVISIONS | 287 687 | 396 636 |
| DETTES | | |
| Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs) | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | 100 |
| Emprunts et dettes financières diverses | 74 888 | 94 396 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 457 592 | 678 616 |
| Dettes des legs ou donations | 229 193 | 429 646 |
| Dettes fiscales et sociales | 468 138 | 416 324 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 4 062 321 | 3 502 500 |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | 49 284 | 47 098 |
| TOTAL DETTES | 5 341 415 | 5 168 679 |
| Ecarts de conversion - Passif | | |
| TOTAL PASSIF | 39 870 721 | 39 618 021 |

Compte de résultat

| | Exercice au 31/12/22 | Exercice au 31/12/21 | Variation absolue (montant) | Var. abs. (%) |
|---|-------------------------|-------------------------|-----------------------------------|---------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | | |
| Cotisations | 514 613 | 574 396 | -59 783 | -10% |
| Ventes de biens et services | | | | |
| Ventes des biens | 18 645 | 533 766 | -515 121 | |
| <i>Dont ventes de dons en nature</i> | 253 | 512 410 | -512 157 | |
| Ventes de prestations de services | 484 419 | 206 141 | 278 278 | 135% |
| Dont parrainages | | | | |
| Produits de tiers financeurs | | | | |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 16 667 | 18 900 | -2 233 | -12% |
| Versements des fondateurs ou consommation de la dotation comptable | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public | 11 889 174 | 8 674 627 | 3 214 547 | 37% |
| <i>Dons manuels</i> | 5 404 310 | 5 613 729 | -209 419 | -4% |
| <i>Mécénats</i> | 0 | 19 839 | -19 839 | -100% |
| <i>Legs, donations et assurances-vie</i> | 6 484 864 | 2 971 059 | 3 513 805 | 118% |
| Contributions financières | 178 500 | 70 000 | 108 500 | |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transfert de charges | 195 971 | 195 107 | 864 | 0% |
| Utilisations des fonds dédiés | 182 934 | 369 932 | -186 998 | |
| Autres produits | 643 632 | 617 556 | 26 076 | 4% |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION | 14 124 555 | 11 190 425 | 2 934 130 | 26% |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | | |
| Achats de marchandises | 26 470 | 34 185 | -7 715 | -23% |
| Variation de stocks | 3 063 | 506 | 2 557 | 505% |
| Autres achats et charges externes | 3 957 458 | 4 216 749 | -259 291 | -6% |
| Aides financières | 4 213 114 | 2 367 985 | 1 845 129 | 78% |
| Impôts et taxes et versements assimilés | 265 177 | 274 122 | -8 945 | -3% |
| Salaires et Traitements | 1 306 298 | 1 175 615 | 130 683 | 11% |
| Charges sociales | 512 688 | 488 273 | 24 415 | 5% |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 536 457 | 551 291 | -14 834 | -3% |
| Dotations aux provisions | | | | |
| Reports en fonds dédiés | 4 703 387 | 135 078 | 4 568 309 | 3382% |
| Autres charges | 43 307 | 35 365 | 7 942 | 22% |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION | 15 567 419 | 9 279 169 | 6 288 250 | 68% |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | -1 442 864 | 1 911 256 | -3 354 120 | -175% |
| PRODUITS FINANCIERS | 95 793 | 38 584 | 57 210 | 148% |
| TOTAL CHARGES FINANCIERES | 81 233 | 24 055 | 57 178 | 238% |
| RESULTAT FINANCIER | 14 560 | 14 528 | 32 | 0% |
| RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | -1 428 304 | 1 925 784 | -3 354 088 | -174% |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | 917 802 | 623 210 | 294 592 | 47% |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | 118 058 | 52 420 | 65 638 | 125% |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 799 744 | 570 790 | 228 954 | 40% |

Compte de résultat

| | Exercice au 31/12/22 | Exercice au 31/12/21 | Variation absolue (montant) | Var. abs. (%) |
|--|-------------------------|-------------------------|-----------------------------------|---------------------|
| Participation des salariés aux résultats | | | | |
| Impôts sur les bénéfices | 113 894 | 91 716 | 22 178 | 24% |
| Total des produits | 14 569 991 | 11 852 219 | 2 717 773 | 23% |
| Total des charges | 15 312 445 | 9 447 360 | 5 865 085 | 62% |
| EXCEDENT OU DEFICIT | -742 455 | 2 404 858 | -3 147 313 | -131% |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | | |
| Dons en nature | | | | |
| Prestations en nature | 375 158 | 235 011 | 140 147 | 60% |
| Bénévolat | 184 922 | 221 086 | -36 164 | -16% |
| TOTAL | 560 080 | 456 097 | 103 983 | 23% |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | | |
| Secours en nature | | | | |
| Mises à disposition gratuite de biens | | | | |
| Prestations en nature | 375 158 | 235 011 | 140 147 | |
| Personnel bénévole | 184 922 | 221 086 | -36 164 | -16% |
| TOTAL | 560 080 | 456 097 | 103 983 | 23% |

Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : SOCIETE DE SAINT VINCENT DE PAUL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 39 870 721 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 742 455 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022. Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Informations générales et faits significatifs de l'exercice

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre

1) Objet social

L'Association dite « Société de Saint-Vincent-de-Paul », reconnue d'utilité publique, a pour objet social, tel qu'il est décrit dans les statuts, de soutenir, fédérer, promouvoir, créer toutes œuvres d'entraide et de charité, en France (Métropole et Départements et Régions d'Outre-Mer et Pays d'Outre-mer), ayant pour vocation de venir en aide, sans aucune discrimination aux personnes ou groupes en situation de détresse physique, matérielle ou morale.

Pour remplir son objet social, l'association est structurée en une Union d'associations qui regroupe :

- Le siège du Conseil national de France ;
- Des Conseil départementaux ayant un objet et un champ d'intervention conformes aux dispositions décrites dans les statuts et principalement composés d'équipes de bénévoles, appelées « Conférences », qui ont décidé d'adhérer à la Règle internationale de la Société de Saint-Vincent-de-Paul : les Conférences appliquent le principe de subsidiarité énoncé par cette Règle, en sorte que les décisions d'actions caritatives sont prises le plus près possible du point d'action ;
- Des Associations spécialisées ayant un objet et un champ d'intervention complémentaire ou connexe à celui indiqué dans les statuts, qui adhèrent aux orientations vincentiennes de la Société de Saint-Vincent-de-Paul et contribuent par leur engagement, leurs actions sociales et leur soutien, à la réalisation directe ou indirecte du but de l'Association.

2) Missions sociales

Les missions sociales de l'association comprennent conformément aux objectifs statutaires :

- La lutte contre l'isolement grâce aux visites à domicile et aux accueils de jour
- L'aide à l'hébergement
- L'aide scolaire, l'enseignement du français et les ateliers en différents savoir-faire
- L'accompagnement vers l'emploi
- Les aides alimentaires
- Les aides matérielles (vestiaires, laveriers, meubles, voitures, ...)
- Les aides administratives
- Les aides internationales

3) Moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par le Conseil national de France afin de soutenir les activités décrites au paragraphe précédent sont notamment les suivants :

- L'octroi d'aides financières, prêts, allocations ou subventions aux œuvres, associations ou organismes sans but lucratif légalement constitués et ayant adhéré à la Société de Saint-Vincent-de-Paul ;
- La mise à disposition au bénéfice des mêmes organismes ou la gestion directe de biens immobiliers acquis ou reçus et affectés à un usage social (hébergements, locaux d'accueil, logements sociaux, etc...)
- La constitution d'un pôle de réflexion et de proposition auprès des pouvoirs publics, des responsables économiques et sociaux et des acteurs de vie dans la cité ;
- L'organisation de manifestations, réunions et actions d'information et de formation ;
- La conception de publications et de tous supports d'information et de communication ;
- La délivrance de conseils et d'assistance technique et, plus généralement, de services susceptibles de contribuer, à titre accessoire, à la réalisation de tout ou partie du but de l'Union d'associations.

Faits caractéristiques de l'exercice

Les opérations militaires en Ukraine qui ont commencé le 24 février 2022 et les sanctions prises contre la Russie par de nombreux Etats ont des incidences sur l'activité de nombreux groupes internationaux et auront une incidence sur l'économie mondiale.

Pour soutenir les Ukrainiens, le Conseil National de France a décidé d'envoyer une aide de 400 K€ au profit des 40 communautés des Filles de la Charité présentes en Ukraine, en Pologne et en Slovaquie et une aide de 150 K€ au Fonds International de Solidarité du CGI. Ce montant de 550 K€ vient en surplus des montants d'aide internationale prévus dans le budget 2022.

Le CNF n'a pas d'exposition directe en Ukraine et en Russie.

A la date des présentes, ces risques sont toutefois difficilement chiffrables et l'association n'est pas en mesure d'évaluer les impacts à moyen et long terme de cet évènement sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2022 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 et le règlement ANC n° 2020-08 relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

A défaut d'autres dispositions spécifiques, le règlement ANC 2014-03 et ses modifications réglementaires ont été appliqués.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

La base amortissable d'un actif est sa valeur brute sous déduction de sa valeur résiduelle, comprise comme le montant net des coûts de sortie attendus, que l'association obtiendrait de la cession de l'actif sur le marché à la fin de son utilisation. Il est tenu compte de la valeur résiduelle lorsque la durée d'utilisation du bien est nettement inférieure à sa durée probable de vie.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels : 3 ans
- Constructions : 10 à 50 ans
- Agencements des constructions : 10 à 40 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Legs et donations

Le schéma comptable de la comptabilisation des libéralités est le suivant :

- Enregistrement des actifs et passifs au bilan à la date d'acceptation des legs ou donations avec pour contrepartie une inscription en produit, sauf si la libéralité est destinée à renforcer les fonds propres de l'entité.
- A la clôture de l'exercice, les libéralités non réalisées sont inscrites en fonds reportés qui seront repris au cours de l'exercice suivant au fur et à mesure des encaissements et décaissements liés à leurs réalisations.

Titres de participation

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition hors frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

En décembre 2021, le CNF a souscrit aux investissements suivants (titres SCPI) :

- 917 parts à 655 € chacune de la SCPI VENDOME REGIONS, soit un montant total de 600 635€
- 4 000 parts à 200 € chacune de la SCPI PIERVAL SANTE, soit un total de 800 000€
- 984 parts à 610 € chacune de la SCPI ACTIVIMMO, soit un montant total de 600 240€

Les frais d'acquisition de ces titres font l'objet d'une provision à hauteur de 1/10^{ème} par an à partir de la date de jouissance de ces parts (impact sur le résultat s'élevant à 19 539 euros pour l'exercice 2022).

Fin décembre 2022, le CNF a investi dans les parts complémentaires suivants :

- 598 parts à 670 € chacune de la SCPI VENDOME REGIONS, soit un montant total de 400 660€
- 1 000 parts à 200 € chacune de la SCPI PIERVAL SANTE, soit un total de 200 000€
- 656 parts à 610 € chacune de la SCPI ACTIVIMMO, soit un montant total de 400 160€

Les frais liés à ces titres seront provisionnés à compter de l'exercice 2023.

Stocks

Les stocks sont évalués à leur dernier coût d'achat connu. Le coût d'acquisition est composé :

- Du prix d'achat, y compris les droits de douane et autres taxes non récupérables,
- Après déduction des rabais commerciaux, remise, escomptes de règlement et autres éléments similaires,
- et des autres coûts directement attribuables à l'acquisition.

Compte tenu de leur obsolescence, et du taux de rotation des éléments, il a été appliqué les dépréciations suivantes :

- Livres à rotation lente : 50%
- Biens sur lesquels figure l'ancien logo : 100%
- Livret spirituel : 100%

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite envers un tiers, résultant d'événements passés, qui provoquera probablement ou certainement une sortie de ressources et dont l'évaluation peut être effectuée avec une fiabilité suffisante.

A défaut d'estimation fiable et/ou lorsque l'association et ses conseils estiment disposer d'arguments solides et pertinents à l'appui de son instruction des contentieux, aucune provision n'est comptabilisée.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Engagement de retraite

La convention collective de l'association prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Convention collective : FEHAP n °51
- Taux d'actualisation : 3.75%
- Taux de croissance des salaires : 1%
- Age de départ à la retraite : 65 ans
- Taux de rotation du personnel : faible
- Table de mortalité : INSEE 2018
- Taux de charges patronales : 56%

La provision pour engagement retraite s'élève à 70 687 € au 31 décembre 2022, celle-ci est constatée dans les comptes de l'association.

Evénements postérieurs à la clôture

Le président Hubert Derache a été conduit à se retirer de ses fonctions de président et de membre du conseil d'administration le 15/02/2023, afin d'être en mesure de se consacrer pleinement à la résolution de difficultés personnelles qu'il rencontre depuis ces derniers mois. Cette décision a été prise en accord avec tous les membres du bureau national.

Serge Castillon, a été élu président à l'unanimité des voix du conseil d'administration du 11/03/2023.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

| | Au débit de l'exercice | Augmentation | Diminution | A la fin de l'exercice |
|--|------------------------|------------------|------------------|------------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 393 108 | 25 234 | | 418 342 |
| Immobilisations incorporelles | 393 108 | 25 234 | 0 | 418 342 |
| - Terrains | 1 014 301 | | | 1 014 301 |
| - Constructions sur sol propres | 15 599 892 | | 91 194 | 15 508 698 |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | 0 |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | 266 573 | | | 266 573 |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | 1 745 | | | 1 745 |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | 713 722 | 8 882 | | 722 604 |
| - Matériel de transport | 38 558 | | | 38 558 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 263 252 | 11 725 | 706 | 274 271 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| - Immobilisations corporelles en cours | 0 | 90 168 | | 90 168 |
| - Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | 17 898 043 | 110 775 | 91 900 | 17 916 918 |
| Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 1 073 890 | 438 824 | 1 025 740 | 486 974 |
| - Participations évaluées par mise en équivalence | | | | |
| - Autres participations | 241 750 | | | 241 750 |
| - Autres titres immobilisés | 2 023 813 | 1 000 820 | | 3 024 633 |
| - Prêts et autres immobilisations financières | 615 526 | 375 | 40 886 | 575 015 |
| Immobilisations financières | 2 881 089 | 1 001 195 | 40 886 | 3 841 398 |
| ACTIF IMMOBILISE | 22 246 130 | 1 576 028 | 1 158 526 | 22 663 629 |

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

| | Au débit de l'exercice | Augmentation | Diminution | A la fin de l'exercice |
|--|------------------------|----------------|---------------|------------------------|
| - Frais d'établissement et de développement | | | | |
| - Fonds commercial | | | | |
| - Autres postes d'immobilisations incorporelles | 266 960 | 64 850 | | 331 810 |
| Immobilisations incorporelles | 266 960 | 64 850 | | 331 810 |
| - Terrains | | | | |
| - Constructions sur sol propres | 1 873 611 | 347 897 | 40 004 | 2 181 504 |
| - Constructions sur sol d'autrui | | | | |
| - Installations générales, agencements et aménagements des constructions | 94 090 | 8 911 | | 103 001 |
| - Installations techniques, matériel et outillage industriels | 253 | 174 | | 428 |
| - Installations générales, agencements aménagements divers | 215 982 | 65 569 | | 281 551 |
| - Matériel de transport | 8 345 | 7 711 | | 16 057 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 146 286 | 40 218 | 706 | 185 798 |
| - Emballages récupérables et divers | | | | |
| - Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| - Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | 2 338 568 | 470 480 | 40 710 | 2 768 338 |
| ACTIF IMMOBILISE | 2 605 528 | 535 330 | 40 710 | 3 100 148 |

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 1 890 610 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Échéances à moins d'un an | Échéances à plus d'un an |
|--|------------------|---------------------------|--------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé: | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | 550 455 | | 550 455 |
| Autres | 24 560 | | 24 560 |
| Créances de l'actif circulant: | | | |
| Créances Clients et Comptes rattachés | 184 675 | 184 675 | |
| Créances reçues par legs ou donations | 762 775 | 762 775 | |
| Autres | 269 274 | 269 274 | |
| Charges constatées d'avance | 98 871 | 98 871 | |
| Total | 1 890 610 | 1 315 595 | 575 015 |
| Prêts accordés en cours d'exercice | 375 | | |
| Prêts récupérés en cours d'exercice | 40 886 | | |

Produits à recevoir

| Description | Montant |
|--|----------------|
| Usagers - Produits non encore facturés | 116 616 |
| Personnel NDF | 1 209 |
| Organismes sociaux - Produits à recevoir | 10 016 |
| Intérêts courus à recevoir | 148 880 |
| Autres produits à recevoir | 254 286 |
| Total | 531 007 |

Notes sur le bilan

Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurent à l'actif pour leur valeur d'acquisition. Le coût d'acquisition des VMP est constitué :

- Du prix d'achat (y compris droits et taxes non récupérables)
- Des coûts directement attribuables
- Diminué des remises, rabais ou escomptes obtenus.

Les provisions pour dépréciation éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur d'acquisition et la valeur probable de réalisation.

Au 31/12/22 ce poste est essentiellement constitué des contrats de capitalisation, placements et obligations. Une provision a été constituée pour un montant de 52 K€.

Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

| | Au début de l'exercice | Augmentation | Diminution | A la fin de l'exercice |
|--|------------------------|---------------|------------|------------------------|
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Immobilisations financières | 86 671 | | | 86 671 |
| Stocks | 15 277 | 1 127 | | 16 404 |
| Créances et Valeurs mobilières | | 51 668 | | 51 668 |
| Total | 101 948 | 52 795 | - | 154 743 |
| Répartition des dotations et reprises : | | | | |
| Exploitation | | 1 127 | | |
| Financière | | 51 668 | | |
| Exceptionnelle | | | | |

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

| VARIATION DES FONDS PROPRES | A l'ouverture | Affectation du résultat | | Augmentation | | Diminution ou consommation | | A la clôture de l'exercice |
|--|-------------------|-------------------------|---------------------------|----------------|---------------------------|----------------------------|---------------------------|----------------------------|
| | | Montant | Dont Générosité du public | Montant | Dont Générosité du public | Montant | Dont Générosité du public | |
| Fonds propres sans droit reprise | 13 541 579 | | | | | | | 13 541 579 |
| Fonds propres avec droit reprise | 2 187 751 | | | | | | | 2 187 751 |
| Ecart de réévaluation | | | | | | | | |
| Réserves | 7 339 642 | 715 000 | 715 000 | | | 325 410 | 325 410 | 7 729 232 |
| Report à Nouveau | 2 913 500 | 1 689 856 | 1 689 856 | 325 410 | 325 410 | | | 4 928 767 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 2 404 856 | -2 404 856 | | | | 742 455 | 742 455 | -742 455 |
| Situation nette | 28 387 329 | 0 | 2 404 856 | 325 410 | 325 410 | 1 067 865 | 1 067 865 | 27 644 875 |
| Dotations consommables | | | | | | | | |
| Subventions d'investissements | | | | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | | | | |
| TOTAL | 28 387 329 | - | 2 404 856 | 325 410 | 325 410 | 1 067 865 | 1 067 865 | 27 644 875 |

Fonds reportés et dédiés

Fonds reportés liés aux legs et donations

| | SOLDE A L'OUVERTURE | AUGMENTATION | DIMINUTION | SOLDE A LA CLOTURE |
|----------------|---------------------|----------------|------------------|--------------------|
| FONDS REPORTES | 4 730 936 | 727 221 | 4 335 847 | 1 122 311 |
| TOTAL | 4 730 936 | 727 221 | 4 335 847 | 1 122 311 |

Notes sur le bilan

Fonds dédiés

Ressources provenant de la générosité du public

| VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE: | A l'ouverture de l'exercice | Reports | UTILISATIONS | | Transferts | A LA CLOTURE DE L'EXERCICE | |
|--|--------------------------------|------------------|-------------------|------------------------|------------|-------------------------------|--|
| | | | Montant global | Dont remboursements | | Montant global | Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Subvention d'exploitation | | | | | | | |
| Contributions financières d'autres organismes | | | | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public | 625 224 | | 80 274 | | | 544 950 | 544 950 |
| - Fonds solidarité France | 60 650 | | 60 650 | | | 0 | 0 |
| - Fonds solidarité Internationale | 97 525 | | | | | 97 525 | 97 525 |
| - Capital | 51 915 | | | | | 51 915 | 51 915 |
| - Fonds Tiberiade | 204 974 | | | | | 204 974 | 204 974 |
| - Fonds Bares | 93 536 | | 11 000 | | | 82 536 | 82 536 |
| - Fonds Truilhe | 108 000 | | | | | 108 000 | 108 000 |
| - Fonds Rousselot | 8 624 | | 8 624 | | | 0 | 0 |
| Legs à reverser aux CD | 309 218 | 4 703 387 | 102 661 | | | 4 909 944 | |
| TOTAL | 934 442 | 4 703 387 | 182 936 | | | 5 454 895 | 544 950 |

Notes sur le bilan

Provisions

Tableau des provisions

| | Provisions au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises utilisées de l'exercice | Reprises non utilisées de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
|--|---|----------------------------|--|--|---|
| Litiges | | | | | |
| Garanties données aux clients | | | | | |
| Pertes sur marchés à terme | | | | | |
| Amendes et pénalités | | | | | |
| Pertes de change | | | | | |
| Pensions et obligations similaires | 139 304 | | 68 617 | | 70 687 |
| Pour impôts | | | | | |
| Renouvellement des immobilisations | | | | | |
| Gros entretien et grandes révisions | | | | | |
| Charges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | 257 332 | | 40 332 | | 217 000 |
| Total | 396 636 | | 108 949 | | 287 687 |
| Répartition des dotations et des reprises de l'exercice : | | | | | |
| Exploitation | | | 68 617 | | |
| Financières | | | | | |
| Exceptionnelles | | | 40 332 | | |

Notes sur le bilan

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 5 341 415 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

| | Montant brut | Échéances à moins d'un an | Échéances à plus d'un an | Échéances à plus de 5 ans |
|--|------------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| Emprunts obligataires convertibles (*) | | | | |
| Autres emprunts obligataires (*) | | | | |
| Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont: | | | | |
| - à 1 an au maximum à l'origine | | | | |
| - à plus de 1 an à l'origine | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers (*) | 74 888 | 74 888 | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 457 592 | 457 592 | | |
| Dettes des legs ou donations | 229 193 | 229 193 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 468 138 | 468 138 | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes | 4 062 321 | 4 062 321 | | |
| Produits constatés d'avance | 49 284 | 49 284 | | |
| Total | 5 341 415 | 5 341 415 | | |
| (*) Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | |
| (*) Emprunts remboursés sur l'exercice | | | | |
| (**) Dont envers les associés | | | | |

Les autres dettes d'un montant de 3 597 K€ sont composées essentiellement de :

- Legs reçus pour les CD : 2 636 K€
- Dons à reverser aux CD : 961 K€
- Aides à reverser aux CD : 541 K€

Charges à payer

| Description | Montant |
|-------------------------------------|------------------|
| Fournisseurs factures non parvenues | 148 780 |
| Personnel charges à payer | 81 127 |
| Charges sociales sur congés à payer | 44 013 |
| Divers - Charges à payer | 960 709 |
| Total | 1 234 629 |

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

| | Charges d'exploitation | Charges Financières | Charges Exceptionnelles |
|--------------|---------------------------|------------------------|----------------------------|
| CCA | 98 871 | | |
| Total | 98 871 | | |

Produits constatés d'avance

| | Produits d'exploitation | Produits Financiers | Produits Exceptionnels |
|-----------------------------|----------------------------|------------------------|---------------------------|
| Produits constatés d'avance | 49 284 | | |
| Total | 49 284 | | |

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits d'exploitation

Ventes de dons en nature

Néant.

Ressources liées à la générosité du public

Dons manuels et mécénat

Le montant des dons manuels s'élève à 5 404 K€ et se compose comme suit :

| | 2022 | 2021 |
|-----------------------------------|------------------|------------------|
| Dons manuels CNF | 4 176 152 | 4 301 663 |
| Dons reçus par le CNF pour les CD | 1 228 158 | 1 312 066 |
| TOTAL | 5 404 310 | 5 613 729 |

Aucun mécénat sur 2022 contre 20 K€ au 31/12/21.

Césure des dons

Les campagnes d'appel à la générosité du public sont millésimées et les retombées financières se prolongent dans le courant de l'exercice suivant.

Dans un souci de rattachement des produits à l'exercice concerné, il a été décidé de constater les produits des dons sur l'exercice du millésime de la campagne, dans les 15 premiers jours de l'année suivante.

Pour l'exercice 2022 la date retenue est le 10 janvier 2023.

Legs, donations, assurance vie

Détail de la rubrique legs et donation figurant au compte de résultat :

| | |
|--|------------------|
| PRODUITS | 8 355 408 |
| Montant perçu au titre d'assurances-vie | 1 284 873 |
| Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définie à l'art. 213-9 | 1 381 870 |
| Autres produits sur legs et donations | 35 304 |
| Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 1 318 030 |
| Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations | 4 335 331 |
| CHARGES | 1 870 544 |
| Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés | 1 143 323 |
| Report en fonds reportés liés aux legs ou donations | 727 221 |
| SOLDE DE LA RUBRIQUE | 6 484 864 |

Notes sur le compte de résultat

Aides financières

Au 31/12/2022, cette rubrique se décompose comme suit :

| | 2022 | 2021 |
|---|------------------|------------------|
| Aides pour des actions solidaires | 11 659 | 32 743 |
| Aides aux Conférences jumelles à l'étranger | 33 645 | |
| Aides pour des actions internationales ou versées aux autres entités SSVP | 1 801 545 | 451 194 |
| Reversements dons aux CD | 1 249 641 | 1 312 066 |
| Legs à reverser au CD | 1 116 625 | 571 981 |
| TOTAL | 4 213 115 | 2 367 984 |

Il est à noter que les comptes du CNF incluent un certain nombre de produits (dons ou legs destinés aux Conseils Départementaux) qui ne font que transiter par le Conseil National au titre de son rôle d'entité de pilotage de l'Union que constituent les 94 Conseils départementaux et les 23 Associations spécialisées de la SSVP France.

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'élève à 799 744 euros. Les opérations de l'exercice sont les suivantes :

| | Charges | Produits |
|---|----------------|----------------|
| Valeurs comptables des éléments d'actif cédés | 51 189 | |
| Dotations aux provisions exceptionnelles | 19 539 | |
| Autres produits exceptionnels sur opération de gestion | 3 224 | |
| Produits de cession d'éléments d'actifs cédés | | 871 318 |
| Produits et charges sur exercices antérieurs | 44 106 | 2 509 |
| Reprises sur provisions, dépréciation et transfert de charges | | 43 976 |
| TOTAL | 118 058 | 917 803 |

Les produits exceptionnels se composent essentiellement des produits de la vente des Immeubles Maubeuge et Tourville pour un montant total de 871 K€.

Autres informations

Rémunération du Commissaire aux Comptes

Montant comptabilisé au titre du contrôle légal des comptes annuels et combinés : 47 880 Euros TTC

Rémunérations allouées aux dirigeants

- Rémunération des administrateurs du CNF :

Les 3 plus hauts cadres dirigeants au sens de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, ne sont pas rémunérés. Les frais de mission remboursés en 2022 aux administrateurs, dans le cadre de leur mandat, ont été de 35 467 euros.

- Rémunération des trois plus hauts cadres salariés et avantages en nature :

Le montant global des rémunérations (avantages en nature compris) des trois plus hauts cadres-salariés en 2022 est de 225 304 euros.

Engagements financiers

Engagements donnés

| | Montant en euros |
|--|------------------|
| Effets escomptés non échus | |
| Avals et cautions | 82 250 |
| <i>Cautiion solidaire SCI Maison Saint-Jean de Buglose au profit de la Banque Postale (11.11% du montant dû)</i> | 82 250 |
| Engagements en matière de pensions | |
| Engagements de crédit-bail mobilier | |
| Engagements de crédit-bail immobilier | |
| Autres engagements donnés | |
| Total | 82 250 |

Engagements reçus

Néant.

Valorisation du bénévolat

Pour mener à bien ses missions, l'association s'appuie sur les bénévoles dont l'apport consiste en :

- leur participation aux commissions et autres projets associatifs menés
- au rôle de représentation auprès des autres organismes auxquels la SSVP adhère;
- leur participation au comité de rédaction de "Ozanam Magazine";
- aux divers travaux d'expertise (comptabilité, legs, immobilier, archives).

La valorisation du bénévolat consiste à calculer combien auraient coûté ces heures, si elles avaient été effectuées par des salariés dans le cadre d'un travail rémunéré.

Autres informations

La valorisation est effectuée selon le barème suivant :

- fonction cadre, responsable d'activités : Tranche A horaire, augmenté des charges patronales,
- fonction employé, ouvriers : SMIC horaire, augmenté des charges patronales.

Le montant de bénévolat au titre de l'exercice 2022 s'élève à 184 922 euros contre 221 086 euros en 2021.

Dons en nature

Néant.

Prestations en nature

Les prestations en nature s'élèvent à 375 K€ contre 235 K € sur l'exercice 2021 et correspondent essentiellement aux mécénats de compétences reçus de la part d'une banque dans le cadre de conseil auprès de la direction administrative et financière et d'une entreprise du secteur des cosmétiques pour l'appui d'un collaborateur dans le pilotage de projets immobiliers.

L'effectif

L'effectif au 31 décembre 2022 sur une base « Equivalent Temps Plein »

| | Effectif Femmes | Effectif Hommes | Effectif Total |
|--------------|-----------------|-----------------|----------------|
| Cadres | 13.28 | 7.25 | 20.53 |
| Employé | 5.03 | 1.73 | 6.76 |
| Technicien | 1.03 | 0.52 | 1.54 |
| Total | 19.34 | 9.50 | 28.83 |

Compte de résultat par origine et destination / Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

Cadre légal de référence

Le Compte de Résultat par Origine et Destination ainsi que le Compte Emplois Ressources qui en découlent ont été établis dans le respect des dispositions du règlement ANC 2018-06.

Méthodologie d'établissement

Les CROD puis CER ont été établis sur la base de la comptabilité de la Société de Saint Vincent de Paul et font partie intégrante des comptes annuels de la Société de Saint Vincent de Paul.

Le CROD est issu d'un tableau de passage qui répartit les emplois par destination en fonction des ressources dont dispose l'Association (non présenté dans l'annexe).

Les ressources sont affectées en fonction de leur origine et de leur destination (APG)¹.

L'esprit du texte étant d'isoler les fonds issus de la générosité du public.

Les ressources de l'exercice

Les ressources sont composées de :

- Produits liés à la générosité du public :
 - Cotisations sans contrepartie : néant car celles-ci sont issues des Conseils départementaux ou associations spécialisées qui donnent droit à une contrepartie
 - Dons, legs et mécénats ;
 - Autres ressources liées à la générosité du public : constituées des revenus de placements issus de l'APG, des loyers des legs conservés par l'Association.

Autres ressources non liées à la générosité du public

- Cotisations avec contrepartie : celles-ci sont issues des conseils départementaux ou associations spécialisées qui donnent droit à une contrepartie
- Autres produits non liés à la générosité du public : se composent des refacturations intra-groupe (assurances et taxes foncières majoritairement)
- Utilisation des fonds dédiés antérieurs

L'affectation des ressources collectées auprès du public

Les fonds issus de la générosité du public doivent être répartis par rubrique de dépenses.

Cette répartition repose sur une base économique et les principales hypothèses de construction sont les suivantes :

1 : Les missions sociales sont réputées payées par priorité par les fonds issus de la générosité du public

Cette réalité économique s'appuie sur le fait que la majeure partie des actions correspond à des emplois de fonds issus de la générosité du public. Les dons affectés ont été directement imputés sur les actions financées.

2 : Frais de recherche de fonds et frais de fonctionnement

Ces frais sont réputés être financés par priorité sur les fonds non issus de la générosité du public. Le solde est financé par la générosité du public au prorata des charges imputées

¹ APG – Appel public à la générosité

Compte de résultat par origine et destination / Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

Les emplois (charges)

Les emplois correspondent aux trois rubriques prévues :

- dépenses opérationnelles concernant les missions sociales,
- frais de recherche de fonds,
- frais de fonctionnement.

La répartition des charges :

La méthode de répartition des charges indirectes n'a pas été modifiée par rapport à l'exercice précédent.

La masse salariale est répartie selon l'affectation des postes de chaque salarié sur chacune des activités de la Société Saint Vincent de Paul.

L'imputation de la masse salariale est la suivante :

- missions sociales : 1 385 K€,
- frais d'appel à la générosité publique : 235 K€,
- frais de fonctionnement : 272 K€.

De la même manière que pour l'exercice précédent, les autres frais de fonctionnement sont répartis à hauteur de 50% sur les missions sociales.

Les Missions sociales sont réparties en fonction de la territorialité des missions.

Les Missions sociales recouvrent les actions :

- « (...) l'aide et l'action sociale et caritative, de la fraternité, de la protection de la santé, de l'assistance matérielle et morale et tout œuvre d'assistance »
- « (...) action en faveur de l'aide alimentaire, de l'insertion, de l'hébergement, du logement des personnes défavorisées ».
- « (...) de contribuer à l'action de l'aide internationale de la confédération internationale de la Société de Saint Vincent de Paul ».
- La gestion du patrimoine immobilier et financier pour le compte des CD et des associations spécialisées.

Compte de résultat par origine et destination / Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

Missions réalisées en France :

L'association a une vocation de support. Elle se sert de ses associations affiliées (départements) pour ses actions du maillage national. Les fonds figurant sur la ligne « versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France » correspondent aux fonds versés à des conseils départementaux ou associations affiliées.

Les fonds figurant sur la ligne « actions réalisées par l'organisme » correspondent à toutes les autres dépenses relatives aux missions sociales.

Missions réalisées à l'étranger :

Les fonds figurant sur la ligne « versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger » correspondent aux fonds versés à des conseils départementaux ou des conseils nationaux à l'étranger pour des actions internationales.

Les fonds figurant sur la ligne « actions réalisées par l'organisme » correspondent à toutes les autres dépenses relatives aux missions sociales.

Les frais de recherches de fonds correspondent aux frais d'appel à la générosité du public

Ce poste comprend :

- Les charges directes liées à l'appel à la générosité du public telles qu'elles sont présentées dans les états de gestion interne.
- Les charges indirectes composées de la quote-part des salaires et charges patronales du personnel travaillant aux campagnes
- Les charges sur legs et donations

Les frais de fonctionnement et autres charges

Ils regroupent l'ensemble des charges de fonctionnement de la Société Saint Vincent de Paul.

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

| A – PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION | EXERCICE N | | EXERCICE N-1 | |
|--|-------------------|---------------------------|-------------------|---------------------------|
| | TOTAL | Dont générosité du public | TOTAL | Dont générosité du public |
| PRODUITS PAR ORIGINE | | | | |
| 1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | | | |
| 1.1 Coisations sans contrepartie | - | - | - | - |
| 1.2 Dons, legs et mécénat | | | | |
| - Dons manuels | 5 404 310 | 5 404 310 | 5 613 729 | 5 613 729 |
| - Legs, donations et assurances-vie | 6 484 864 | 6 484 864 | 2 971 059 | 2 971 059 |
| - Mécénat | - | - | 19 839 | 19 839 |
| 1.3 Autres produits liés à la générosité du public | 1 690 133 | 1 690 133 | 1 811 314 | 1 811 314 |
| 2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | | | |
| 2.1 Coisations avec contrepartie | 514 613 | | 574 396 | |
| 2.2 Parrainage des entreprises | | | | |
| 2.3 Contributions financières sans contrepartie | | | | |
| 2.4 Autres produits non liés à la générosité du public | 735 680 | | 327 470 | |
| 3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS | 16 667 | | 18 900 | |
| 4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | 108 949 | 108 949 | 145 577 | 145 577 |
| 5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS | 182 934 | 182 934 | 369 932 | 369 932 |
| TOTAL | 15 138 149 | 13 871 190 | 11 852 216 | 10 931 450 |
| CHARGES PAR DESTINATION | | | | |
| 1 - MISSIONS SOCIALES | | | | |
| 1.1 Réalisées en France | | | | |
| - Actions réalisées par l'organisme | 2 451 663 | 2 434 996 | 2 389 594 | 2 370 694 |
| - Versements à un organisme central ou à d'autres organismes | 3 447 914 | 3 447 914 | 2 292 622 | 2 292 622 |
| 1.2 Réalisées à l'étranger | | | | |
| - Actions réalisées par l'organisme | | | | |
| - Versements à un organisme central ou à d'autres organismes | 761 683 | 761 683 | 48 780 | 48 780 |
| 2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS | | | | |
| 2.1 Frais d'appel à la générosité du public | 2 763 915 | 2 038 675 | 2 818 651 | 2 330 961 |
| 2.2 Frais de recherche d'autres ressources | - | - | | |
| 3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT | 1 566 941 | 1 155 782 | 1 630 587 | 1 348 459 |
| 4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | 71 207 | 71 207 | 40 332 | |
| 5 - IMPÔT SUR LES BENEFICES | 113 894 | | 91 716 | |
| 6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE | 4 703 387 | 4 703 387 | 135 078 | 135 078 |
| TOTAL | 15 880 604 | 14 613 645 | 9 447 359 | 8 526 593 |
| EXCEDENT OU DEFICIT | - 742 455 | - 742 455 | 2 404 857 | 2 404 857 |

| B – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | EXERCICE N | | EXERCICE N-1 | |
|--|----------------|---------------------------|----------------|---------------------------|
| | TOTAL | Dont générosité du public | TOTAL | Dont générosité du public |
| 1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA | | | | |
| Bénévolat | 184 922 | 184 922 | 221 086 | 221 086 |
| Prestations en nature | 375 158 | 375 158 | 235 653 | 235 653 |
| Dons en nature | | | - | - |
| 2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA | | | | |
| 3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE | | | | |
| Prestations en nature | | | | |
| Dons en nature | | | | |
| TOTAL | 560 080 | 560 080 | 456 739 | 456 739 |
| 1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS | | | | |
| Réalisées en France | 485 048 | 485 048 | 409 608 | 409 608 |
| Réalisées à l'étranger | | | - | |
| 2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS | | | | |
| | | | | |
| 3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT | 75 032 | 75 032 | 184 123 | 184 123 |
| TOTAL | 560 080 | 560 080 | 593 731 | 593 731 |

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

| EMPLOIS PAR DESTINATION | EXERCICE N | EXERCICE N-1 | RESSOURCES PAR ORIGINE | EXERCICE N | EXERCICE N-1 |
|--|-------------------|---------------------|---|-------------------|---------------------|
| EMPLOIS DE L'EXERCICE | | | RESSOURCES DE L'EXERCICE | | |
| 1 – MISSIONS SOCIALES | | | 1 – RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | |
| 1.1 Réalisées en France | | | 1.1 Cotisations sans contrepartie | - | - |
| - Actions réalisées par l'organisme | 2 434 996 | 2 370 694 | 1.2 Dons, legs et mécénats | | |
| - Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France | 3 447 914 | 2 292 622 | - Dons manuels | 5 404 310 | 5 613 729 |
| 1.2 Réalisées à l'étranger | | - | - Legs, donations et assurances-vie | 6 484 864 | 2 971 059 |
| - Actions réalisées par l'organisme | | - | - Mécénat | - | 19 839 |
| - Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger | 761 683 | 48 780 | 1.3 Autres ressources liées à la générosité du public | 1 690 133 | 1 811 314 |
| 2 – FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS | | | | | |
| 2.1 Frais d'appel à la générosité du public | 2 038 675 | 2 330 961 | | | |
| 2.2 Frais de recherche d'autres ressources | | - | | | |
| 3 – FRAIS DE FONCTIONNEMENT | 1 155 782 | 1 348 459 | | | |
| TOTAL DES EMPLOIS | 9 839 050 | 8 391 516 | TOTAL DES RESSOURCES | 13 579 307 | 10 415 941 |
| 4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | 71 207 | - | 2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS | 108 949 | 145 577 |
| 5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE | 4 703 387 | 135 078 | 3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS | 182 934 | 369 932 |
| EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE | - | 2 404 857 | DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE | 742 455 | - |
| TOTAL | 14 613 645 | 10 931 450 | TOTAL | 14 613 645 | 10 931 450 |
| | | | RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES) | 11 209 926 | 8 892 154 |
| | | | (+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public | - 742 455 | 2 404 857 |
| | | | (-) Investissements ou (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice | - 12 881 | - 87 084 |
| | | | RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES) | 10 454 590 | 11 209 926 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | EXERCICE N | EXERCICE N-1 | | EXERCICE N | EXERCICE N-1 |
| EMPLOIS DE L'EXERCICE | | | RESSOURCES DE L'EXERCICE | | |
| 1 – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES | | | 1 – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | | |
| Réalisées en France | 485 048 | 409 608 | Bénévolat | 184 922 | 221 086 |
| Réalisées à l'étranger | | | Prestations en nature | 375 158 | 235 653 |
| 2 – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS | | | Dons en nature | | - |
| 3 – CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT | 75 032 | 184 123 | | | |
| TOTAL | 560 080 | 593 731 | TOTAL | 560 080 | 456 739 |

Pour mémoire, rappel du tableau relatif aux fonds dédiés pour la partie relevant de la générosité du public :

| FONDS DEDIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | EXERCICE N | EXERCICE N-1 |
|--|------------|--------------|
| FONDS DEDIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE | 934 442 | 1 169 296 |
| (-) Utilisation | 182 934 | 369 932 |
| (+) Report | 4 703 387 | 135 078 |
| FONDS DEDIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE | 5 454 895 | 934 442 |